

cerises

la coopérative

**Bonne année 2025 !
Luttes, victoires,
joie et bonheur !**

Humeur de Cerises

Toujours à la recherche d'une solution qui évite le nFP, Macron a donc adoubé un gouvernement où plastronnent quelques bâtons sociaux-libéraux (Valls, Rebsamen, Meadel, Borne). Rien de neuf ! Du lourd qui penche plus encore à droite (extrême). Avec un duo fascisant à la justice et à l'intérieur. Ça ne va pas rigoler. Kanaks, racisé.e.s... Vous êtes avertis. Le pire est vraiment l'ennemi du mieux.

La privatisation des immatriculations de véhicule en 2017 génère bien des soucis. Les fraudes et opérations fictives sont si nombreuses que la police est noyée sous les plaintes. Vous aviez dit simplification ???

Selon l'Observatoire des finances et de la gestion publique locale, le coût de fonctionnement des polices municipales pour les communes a dépassé les 2 milliards d'euros en 2023. Une source d'économies budgétaires ???

A l'occasion des journées de l'économie autrement, le magazine [Alternatives Économiques révèle l'importance prise par les coopératives pour développer les territoires ruraux](#). DU TERRITOIRE AUX COMMUNS, ALTERNATIVES

Agenda militant

4 février 2025

[IA et travail - Cycle de séminaires en ligne](#) de l'OIT et de l'ANACT

4 février 2025

[L'archipel des Confluences tiendra son prochain rendez-vous le 7 février](#). Le séminaire du collectif de transition citoyenne se tiendra fin janvier.

Syrie, après « l'éternité », l'avenir ?

Le premier vendredi après la chute du régime, les syriens ont célébré « la fin de l'éternité », dans ce pays « commandé pour l'éternité » par Hafez Al Assad de 1970 à 2000 et son fils Bachar jusqu'en 2024.

Hafez savait écarter ses rivaux en les éliminant (par exemples la gauche et l'OLP au Liban en 1977-83) ou en les plaçant sous contrôle, (comme les Kurdes du PKK jusqu'en 1998) tout en pratiquant des alliances variables avec les Soviétiques puis Russes, les Iraniens, les Américains, les Turcs, et en respectant un modus vivendi avec les Israéliens permettant à la Syrie de largement contrôler l'essentiel du Liban jusqu'en 2005. Son fils Bachar s'est efforcé de suivre cet exemple, (recevant à ce titre les honneurs de la République française le 14 juillet 2008).

Sur le plan intérieur le régime n'a jamais disposé d'une base sociale large, même s'il a imposé sa « protection » aux minorités et qu'avec « l'ouverture » capitaliste des années 1990, composé avec la bourgeoisie sunnite d'Alep. Il a donc régné par la terreur, contre la gauche syrienne et les Frères musulmans puis toute la société. Devant la révolte du « printemps arabe » de 2011 il a répondu par l'écrasement du pays, n'y parvenant que grâce à l'appui des Iraniens, du Hezbollah, des Russes et l'opportunité fournie par le développement des djihadistes, lui permettant de bénéficier d'une bienveillance occidentale... jusque dans une certaine gauche française.

Une alternative politique libérale-démocrate, n'a pu se constituer en exil, du fait des divisions internes, des pressions américaines, turques et des pétromonarchies, et aussi de la passivité des progressistes européens vis-à-vis de leurs homologues syriens.

Très naturellement c'est la plus organisée des forces intérieures, les islamistes du HTC, qui a porté le coup de grâce. Ce nouveau pouvoir est encore loin de contrôler tout le pays, même s'il semble répondre à la volonté des syriens de pacification et de coexistence.

Il faut aider les syriens et les syriennes à reconstruire leur avenir : aide humanitaire d'urgence, aide politique aussi et donc devoir des gauches françaises et européennes d'agir tout de suite :

- Contre l'attitude de nos États précarisant la situation des réfugiés, plutôt que de leur permettre des aller et retours avec leur pays afin de préparer un retour reconstructif

- Contre les ingérences étrangères et d'abord les bombardements et emprises territoriales des forces israéliennes en Syrie et les attaques turques contre les zones Kurdes et les zones gérées par les Forces démocratiques syriennes dans le nord.

● **Bernard Dreano**

Président du Centre d'étude et d'initiative de solidarité internationale CEDETIM

Destitution Game en Corée du Sud

En ce moment, deux catégories de personnes regardent de près la Corée du Sud. Les fans de Squid Game dont la nouvelle saison, fort attendue, vient de sortir sur la plateforme Netflix. Et puis, les passionnés de géopolitique. L'un n'empêchant pas l'autre...

Laissons de côté la vague Hallyu pour observer le tsunami initié par la tentative d'auto-coup d'état du président Yoon Suk Yeol.

En 2022, la Corée du Sud élisait, d'une très très courte tête, un ancien procureur ultra conservateur, anti-féministe assumé – il s'était engagé à supprimer le ministère de l'égalité des sexes, sans y réussir ensuite – et souhaitait entre autre, allonger la durée du travail hebdomadaire de 52 heures à 69 heures, tout en supprimant le salaire minimal...

Dans son discours d'investiture, le 10 mai 2022, il jurait « solennellement de faire tout ce qui était en (son) pouvoir pour faire de la Corée un pays qui appartienne vraiment au peuple » (Citation traduite du site Korea.net). Une fois au pouvoir, pourtant, la liberté semble prendre un coup dans l'aile : censure de la presse, perquisitions dans les locaux de la Confédération Coréenne des Syndicats (KCTU), hostilité pour les mouvements ouvriers, scandales... **Jusqu'à ce qu'en Décembre dernier, ne disposant d'aucune majorité à l'assemblée, et ayant subi une lourde défaite aux législatives, il laisse le pays sans budget pour 2025 – toute ressemblance avec une situation autre serait purement fortuite !**

Dans la nuit du 3 au 4 Décembre, il décrète la loi martiale. Bravant la suspension du parlement et l'interdiction de rassemblement, dans un mouvement commun, plus de 200 000 personnes descendent dans la rue et réclament sa destitution pendant que les députés de l'opposition enjambaient les grilles du parlement.

Les membres du Syndicat Coréen des travailleurs des Services et Transports Publics (KPTU), au cœur du mouvement de masse contre le gouvernement, déclarent une grève illimitée pour dénoncer la situation, mais aussi les abus de pouvoir du ministère de l'économie et des finances. « Yoon Suk Yeol s'en prend, disent-ils, aux services publics et au droit du travail depuis son entrée en fonction » Toute ressemblance... « Dans le contexte actuel, la grève prend une nouvelle dimension en rattachant les difficultés des travailleuses et travailleurs à la nature antidémocratique du gouvernement Yoon ». (source : itfglobal.org). La réaction populaire est immédiate et le soutien s'organise : ceux qui ne peuvent pas manifester offrent repas ou boissons chaudes grâce à un hashtag lancé sur internet.

Deux tentatives de destitution plus tard, c'est au tour du premier ministre Han Duck Soo, président par intérim, d'être destitué à son tour après avoir été soupçonné de vouloir influencer la décision de la Cour constitutionnelle, qui dispose maintenant de 180 jours pour infirmer ou confirmer la destitution effective du président.

A bien y réfléchir, Yoon Suk Yeol a involontairement réussi à rendre au peuple son pouvoir... **Et la jeune démocratie coréenne semble en passe de donner quelques leçons politiques à notre pays, pourtant historiquement révolutionnaire. Saurons-nous en prendre de la graine ?**

● ALEXANDRA PICHARDIE

AU NFP. CITOYEN·NES !

Depuis juillet dernier, assemblées et comités du NFP se sont peu à peu créés, malgré le coup de mou du mois d'août et le refus jupitérien de nommer Lucie Castet Première Ministre. Les Victoires populaires en recensent dans une trentaine de villes. La visio de coordination du 2 décembre a rassemblé plus de 60 représentant·e·s des comités. Dans certaines circonscriptions des collectifs électoraux poursuivent leur activité, au-delà du périmètre d'action de leur député·e.

Dans une problématique proche, mais aux outils différents, Bastien Sybille (de Mobicoop) lance « Opération milliard » pour rechercher des fonds « pour la transition écologique juste ».

Dans les comités et assemblées populaires, du NFP, les modes d'action et d'interventions sont variables, depuis les réseaux sociaux aux tracts et tables sur les marchés. Les thèmes traités couvrent à la fois problèmes nationaux et enjeux locaux, questions générales et mobilisations spécifiques. Dans tous les cas, on n'attend pas des impulsions « d'en haut », même si la demande d'orientations partagées s'exprime. La lutte contre le racisme et le RN est une constante. La question sociale souvent évoquée (une campagne sur proposition du NPA-A est par ailleurs annoncée pour fin janvier). Les facteurs locaux initient le reste.

Parmi les constats communs, relevons l'extrême diversité des participations des partis. Aucun des 4 « gros » du NFP n'est présent partout. Le PS est globalement absent, mais des socialistes participent ici ou là. Il en est de même, avec moins d'absentéisme, pour le PCF. La FI et EELV ont une attitude fort inégale. C'est donc des actrices et acteurs de la « société civile », plutôt militants, qui fournissent le gros des troupes. Apartidaires, mais pas (forcément) anti partis.

Les élections (présidentielle, législative éventuellement, municipales) se chargeront probablement de perturber ou de « structurer » ce mouvement. Tout triomphalisme est à proscrire mais la dynamique semble en train de s'enraciner. Les jeunes générations sont fort présentes sur des rythmes propres et par réseaux sociaux plutôt qu'en réunions. Quant aux racisé·e·s ils et elles demeurent bien trop absent·e·s. Beaucoup dépend de la capacité à faire rhizome de toutes ces initiatives.

● PATRICK VASSALLO

<https://www.archipel-confluences.org/WikiAdC/?VueActivite>

<https://www.victoirespopulaires.fr>

<https://operation-milliard.org/>

Entre rupture et compromission

La crise démocratique que l'on connaît est aussi la crise de la gauche. La droite se contorsionne pour trouver un habillage politique à une politique rejetée par la majorité du peuple. Le NFP comme un bon élève ne cesse de chercher un compromis en éludant la question des moyens financiers et de l'intervention populaire au lieu d'en faire le principal levier pour bousculer le jeu politique. Ce faisant, sans le vouloir, il fait la démonstration qu'il n'y a plus d'espace entre rupture avec le fonctionnement actuel de la société et ce qui devient de la compromission. La gauche a fait à de multiples reprises la démonstration que si on ne s'en prend pas frontalement à la domination du capital on est condamné à poursuivre la politique en cours. Au fait, Macron n'a-t-il pas été ministre d'un certain François Hollande ? Quand on sait que le capitalisme ne peut fonctionner que comme une sangsue, il n'y a pas de presque. Qu'arriverait-il à un avion qui traverserait PRESQUE tout l'Atlantique ?

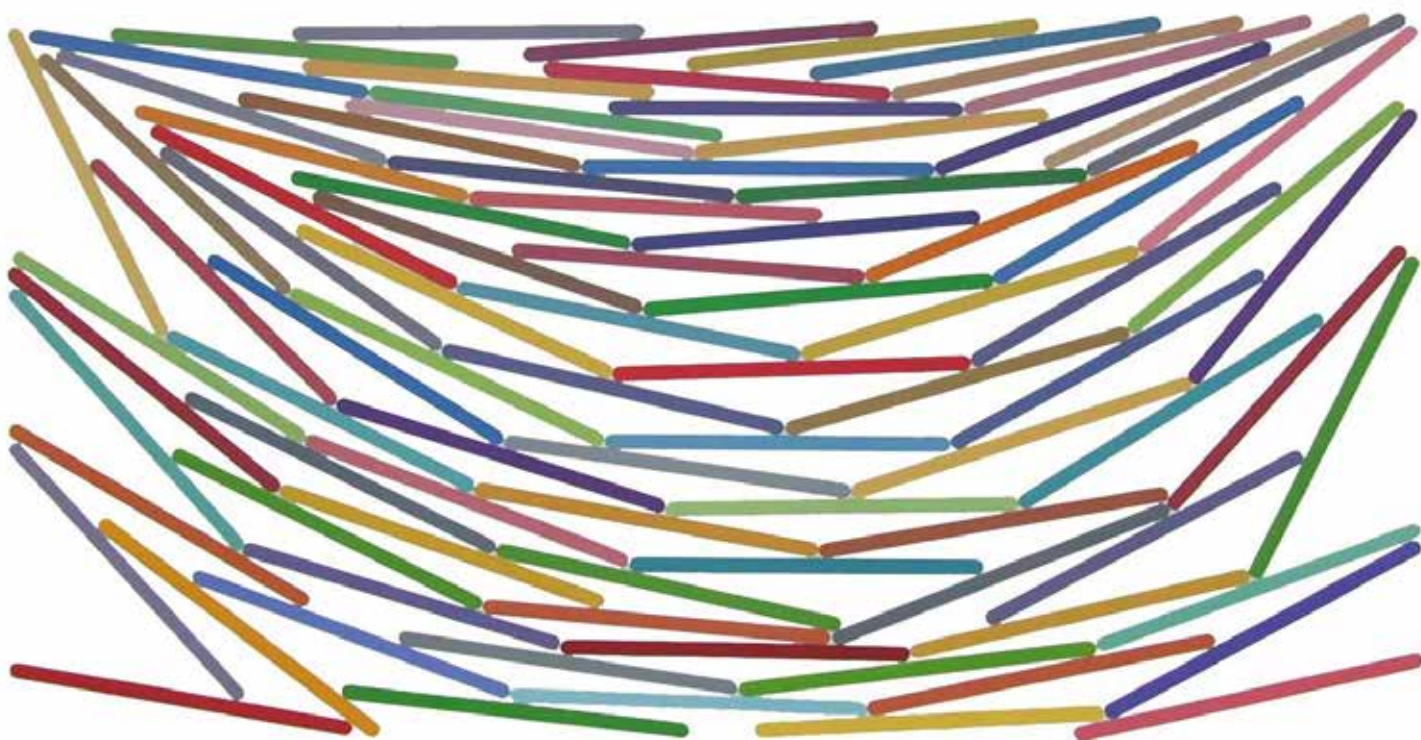
Alors, tout est perdu ? Que non. Comme souvent dans l'Histoire, quand rien ne vient des institutions, la sagesse vient du peuple. Ce qui se passe chez Décathlon est un évènement. Un vrai. Ses salarié/es qui font face à une menace de licenciement, mettent le projecteur sur le milliard d'euros de dividende

que le groupe Mulliez dont ils font partie, est en train d'empocher. Nous vérifions qu'il n'y a pas d'espace pour faire presque bien : nous sommes bien face à la nécessité de rompre avec les logiques dominantes. Ou l'argent va à l'emploi et aux salaires ou il va dans les poches des actionnaires. Il n'ira pas dans les deux endroits à la fois. Cela échappe aux médias- comme c'est bizarre. Les états d'âme de Bayrou seraient plus intéressants. Mais ce silence gêné est assourdissant. De simples salarié/es seraient-ils en train de brandir ce qui est la solution à la crise économique et sociale que nous connaissons et à celle du budget de l'État ? Que de « simples » salarié/es se permettent de penser les solutions cela ne fraye-t-il pas la voie pour une solution à la crise institutionnelle que nous connaissons ? Qui peut dire que son sort n'est pas lié à cela ? Souvent on entend dire « s'en prendre aux capitalistes ce serait génial mais on n'aura pas la force ». Les Décathlon investissent l'espace de la politique. Les Décathlon osent. Que risquent-ils ? Que la direction les vire ? C'est déjà contre cela qu'ils se battent. Et il est déjà prévu que l'argent aille ailleurs.

Et si nous osions toutes et tous, partout, devenir des Décathlon ? Que deviendrait l'ambiance dans le pays ? Ne serait-ce pas un tournant vers un exercice plus réel de la démocratie ? Autrement dit faire en sorte que cette dernière ne reste pas entre les mains de ceux « d'en -haut » mais qu'elle devienne progressivement exercice de pouvoir-faire par le peuple. Les Décathlon nous disent que ça ne nous sera pas donné mais que ça ne peut venir que de nous-mêmes.



● PIERRE ZARKA



© <https://mencoboni.com>

DES NOUVEAUX “JE” AUX “NOUS” INÉDITS

La société contemporaine paraît de plus en plus fragmentée et individualisée.

Pour autant ne confondons-nous pas individualisme et processus d'individuation ?

Comment reconstruire un « nous » collectif qui n'efface pas les « je » individuels ?

N'y a-t-il pas déjà des « nous » prometteurs ?

DES NOUVEAUX «JE» AUX «NOUS» INÉDITS : QUELLES RÉPONSES AUX IMPÉRATIFS ACTUELS ?

Nous sommes toutes et tous des êtres sociaux. Nous avons besoin de faire société pour être. Or, Selon les mots fameux de Margaret Thatcher « la société n'existe pas, il n'y a que des individus ». Depuis cinquante ans, ce dogme néolibéral a conduit à une désintégration des sociétés, une désagrégation des liens sociaux parfois historiques, et une atomisation des individus au bénéfice d'un individualisme consumériste. Mais il a généré aussi une multitude de contradictions qui lui sont inhérentes, celles qui aujourd'hui taraudent nos vies quotidiennes, grèvent nos espérances et obèrent les transformations nécessaires :

- Un abandon de l'État social pour en faire uniquement un outil garant de l'ordre néolibéral face aux désordres qu'il génère lui-même à travers l'exacerbation des inégalités, la mise en concurrence généralisée et la guerre de toutes et tous contre chacun-e,

- Une incapacité de ces États à être porteurs de réponses structurelles à la hauteur des enjeux et défis du réchauffement climatique, causé par nos modes de production et de consommation qu'ils continuent de soutenir au mépris des vivants et des écosystèmes, et au risque d'une extinction écologique,

- Une défiance de plus en plus généralisée vis-à-vis des institutions réduites aux jeux de la représentation électorale rendant exsangue une prétention démocratique incapable d'assurer les droits qu'elles proclament pour une immense part des populations,

- Un épuisement de la politique elle-même réduite toujours plus à une « offre » constituée d'en haut, par des minorités et totalement déconnectée et exclusive des subjectivités citoyennes,

- Une souffrance grandissante des individus dans tous les milieux de travail soumis aux diktats du management, et dans tous les milieux de vie soumis à la marchandisation, desquels on exige toujours plus de responsabilité et d'implication, mais à qui on confisque toute possibilité de maîtrise réelle des finalités et du sens de ce qui advient, et on dénie toute compétence à être porteurs d'une alternative.

Très tôt les humains ont compris que, malgré des contraintes et conflits que cela pouvait comporter, il était infiniment plus aisé et donc souhaitable de (sur)vivre à plusieurs que seuls. Tout au long de l'histoire, les modes d'articulation entre les individus et les groupements humains qu'ils constituaient, ont été d'une grande diversité et donné lieu à des manières de faire et organiser les communautés et sociétés très différentes : avec plus ou moins de hiérarchie et de division sociale du travail, et des modes de gouvernementalité et façon de faire de la politique très variées.

L'expansion impérialiste de la révolution industrielle combinée avec le déploiement du capitalisme et l'affirmation des États-Nations, a conduit à une forme dominante de constitution des

collectifs humains au détriment des individus et de leurs subjectivités. Cette logique s'est imposée dans l'ensemble des sphères de vie et de travail, partout et à toutes les échelles, y compris au sein d'organisations, partis et régimes politiques contestant le capitalisme en les anesthésiant puis stérilisant pour de bon.

Notre époque du néolibéralisme hégémonique dans un monde globalisé fait de la disjonction entre «je» et «nous» l'une des principales aliénations du système capitaliste et l'une des crises les plus structurelles des régimes «démocratiques» qui le perpétuent, mettant ainsi en danger les fondements mêmes de la reproduction sociale.

Cet antagonisme entre l'individualisme dominant, les besoins criants et insatisfaits, et les aspirations grandissantes à maîtriser pleinement son destin personnel et les destinées collectives ne devient-il pas d'autant plus explosive qu'elle est investie par des forces politiques et des idéologies aux réponses mortifères ? Ce grave danger ne nous presse-t-il pas de revisiter la dialectique je/nous de manière innovante pour défricher des modes inédits d'articulation et de constitution réciproque de ces deux ensembles plus pluriels que jamais ?

A nos yeux, face à cette situation deux prémisses fondamentales situent les enjeux stratégiques auxquels nous sommes confrontés :

- On ne peut s'émanciper que par soi-même, mais on ne peut le faire que collectivement,

- La véritable démocratie comme pouvoir du peuple par le peuple est un processus toujours finalisé mais jamais fini d'autogestion partout et d'autogouvernement à toutes les échelles,

Dès lors comment trouver individuellement et collectivement les capacités de (re)constituer des collectifs humains ouverts, inclusifs et créatifs selon des modalités d'association qui, enfin, non seulement n'effacent pas la pluralité des subjectivités singulières de chacune et de chacun mais les mobilisent pleinement comme autant de forces et de richesses sources d'intelligences collectives et d'agirs en commun ? Et quelles conditions réunir pour mettre en œuvre des autonomies solidaires et des coopérations autoorganisées comme des facteurs indispensables, à la fois distincts, inséparables et synergiques, de nouveaux commencements pour un bien-vivre ensemble soutenable et un devenir-en-commun vertueux ?

● L'équipe de rédaction

Couleurs, espace, multitude, Mencoboni joue avec des formes abstraites multiples. A vous de jouer pour aller de la forme unique à la forme multiple et imaginer les liens entre le Je et le Nous.

Mencoboni, artiste français né à Guingamp, vit et travaille à Ivry sur Seine. <https://mencoboni.com/>

LE PREMIER PAS

Depuis des décennies, l'un après l'autre, les pays de la planète se convertissent au culte de la Gestion et à la religion du Management. Et l'on accorde à l'Entreprise - capitale initiale - une vénération semblable à l'hommage que l'on rend à une divinité. Cette Trinité (Entreprise-Gestion-Management) et les processions de discours qui l'accompagnent et que l'on délivre comme parole d'évangile, tendent au-dessus de chaque pays leurs rets, suscitant la ferveur et l'adhésion. L'Imperium d'aujourd'hui n'est pas la domination traditionnelle du Capital, celle qui se conjugue avec la réalité des rapports de force et l'affirmation de la puissance du Travail. Le Capital triomphant s'impose en tant que pouvoir suprême et intangible. Il projette ses tentacules fouillant dans les plis les plus intimes du monde. **Le déploiement du Capital n'est pas seulement un étalement autour du globe, il s'incruste partout, jusque dans le rapport que chaque humain entretient avec lui-même. Nous sommes devenus non pas des capitalistes, mais le Capital personnifié... au profit de ceux qui en tirent les dividendes !** Nous croyons déployer un pouvoir d'agir, transformer le monde, mais c'est lui qui

**« On n'arrête jamais la vie »
Antonin Artaud**

s'exprime à travers nos actes. La « main invisible » du Capital anime les pantins que nous sommes devenus et donne à nos gestes l'apparence de la vie. A la place du monde se dresse un théâtre d'ombres. Les personnages artificiels que nous sommes devenus sont grimés en individus souverains persuadés d'être libérés des grotesques entraves du passé. Et libérés du futur. Nous vivons d'ores et déjà la fin de temps - l'effondrement du « vieil » édifice social et institutionnel, la Parousie est celle de l'Humain, mini-Dieu-Entrepreneur. Fini la référence à l'égalité et à la lutte des classes ! Fini la politique ! Nous sommes tous des individus égaux devant la Concurrence universelle où la Corne d'abondance sera la rétribution des meilleurs d'entre nous élevés au statut d'icônes et source du Ruissellement qui fera le Bonheur de tous.

Mais la politique possède cette caractéristique remarquable qu'elle est vivante, c'est-à-dire qu'elle résiste à la Mort — ici, au Capital. « On n'arrête jamais la vie », écrivait Antonin Artaud. Quand la lutte des classes étouffe sous l'image de la réconciliation universelle agitée par le nouvel empire, alors elle se fraie un chemin, parfois de manière grimaçante. C'est pourquoi le dogmatisme de la théologie à l'oeuvre rappelle brutalement aux humains la suprême vérité : la lutte des classes n'existe pas ! La réalité doit se conformer

à la Vérité. Comment ? Par l'intervention de la police comme force brute ou par la morale-religion — y compris la morale-de-l'absence-de-religion —, houlette destinée à faire revenir dans le troupeau ceux qui s'en écartent. Il nous faut oublier l'Etat de droit, mais aussi les réformes religieuses. L'Imperium s'entend très bien avec le dieu des traditionalistes de tous bords lorsque, pour l'essentiel, il sait tenir sa place. Les morales-religions, quand elles se persuadent que leur heure est arrivée, ne sont en réalité que les servantes d'une force qui sait que seule la politique est son ennemie mortelle. Dans cet artifice de monde, nous devons y témoigner, sous peine de châtement, que l'espérance se réalise devant nos yeux. « N'attendez plus ! Engagez-vous ! » Tel pourrait être le crédo orwellien de notre temps. Il est donné urbi et orbi comme une bénédiction.

L'Imperium présume de sa force, cependant. La vie nous invite toujours à descendre de notre illusoire piédestal, à retrouver le sens de la terre. **C'est là le premier pas dans le chemin qui « se fait en marchant » (Antonio Machado), celui de l'émancipation. Nombreux sont ceux qui l'empruntent déjà.**

● Sidi Mohammed Barkat
Paris le 20 décembre 2024

LES « JE » FORMENT LE « NOUS »

« Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m’entourent, hommes ou femmes, sont également libres. La liberté d’autrui, loin d’être une limite ou une négation de ma liberté, en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. Je ne deviens vraiment libre que par la liberté des autres, de sorte que, plus nombreux sont les hommes libres qui m’entourent, et plus étendue et plus large est leur liberté, plus étendue et plus profonde devient la mienne. C’est au contraire l’esclavage des autres qui pose une barrière à ma liberté, ou, ce qui revient au même, c’est leur bestialité qui est une négation de mon humanité parce que, encore une fois, je ne puis me dire libre vraiment que lorsque ma liberté, ou ce qui veut dire la même chose, lorsque ma dignité d’homme, mon droit humain, qui consiste à n’obéir à aucun homme et à ne déterminer mes actes que conformément à mes convictions propres, réfléchit par la conscience également libre de tous, me reviennent confirmés par l’assentiment de tout le monde. Ma liberté personnelle ainsi confirmée par la liberté de tous s’étend à l’infini.¹ »

Une fois n’est pas coutume, ce texte commence par une citation d’un des penseurs de l’émancipation sociale ; non par fétichisme, pas de « bakouninisme », mais parce qu’il n’est pas utile de réécrire plus mal ce qui l’a déjà été fort bien. Le « je » et les « nous » sont ici clairement évoqués, sous l’angle du rapport dialectique entre libertés individuelles, libertés de tous et toutes, libertés collectives. Il n’y a pas grand-chose à ajouter à ce texte du 19^{ème} siècle, si ce n’est la nécessité tout de même de creuser les contours de la liberté individuelle venant fortifier la liberté de tous et toutes. Par exemple, en cas d’épidémie, la liberté individuelle de ne pas se vacciner renforce-t-elle vrai-

1. Michel Bakounine, *Dieu et l’Etat*, 1882. Le texte est repris dans Arthur Lehning, *Archives Bakounine, volume 7, L’Empire knouto-germanique et la révolution sociale*, E.J. Brill, Leyde, 1982. Réimpression aux éditions Champ libre en 1982, puis aux éditions Tops/Trinquier en 2003. Il est aussi disponible sous forme de brochure, en de très nombreuses langues.

Creuser les contours de la liberté individuelle venant fortifier la liberté de tous et toutes

ment la liberté de tous et toutes à combattre le virus ? Sans vouloir faire de Bakounine un pro-vaccin, ne peut-on penser que cet exemple s’insère dans ce qu’il vise par « ne déterminer mes actes que conformément à mes convictions propres » mais « réfléchit par la conscience également libre de tous, [...] confirmés par l’assentiment de tout le monde. » ?

La mise en avant du « je » est, en partie, une réponse à sa négation par un « nous » trop souvent anonyme et outil de domination sur les « je ». Aujourd’hui, le courant abusivement qualifié de libertarien (quel rapport avec la liberté ou le courant libertaire ?) prétend incarner cette aspiration à la liberté individuelle. Mais c’est la liberté de chacun et chacune d’espérer exploiter et dominer les autres, l’opposé du souci d’émancipation sociale, individuelle et collective !

Pour autant, nous ne devons pas ignorer cette aspiration des « je » à exister, y compris au sein de nos collectifs militants, où le « nous » a souvent servi, là aussi, à aliéner les « je ». C’est une nécessité, si nous voulons nous situer dans une perspective émancipatrice autogestionnaire, égalitaire. Mais le « je » de chacun et chacune ne doit pas devenir ce qui détermine l’action collective. Les « je » contribuent à l’élaboration collective, ils n’en sont pas l’alpha et l’oméga. C’est le rapport dialectique, parfois la contradiction, entre les « je » et le « nous » qui permet d’avancer.

● Christian Mahieux



LA COMMUNAUTÉ DES AFFECTIONS : QU'EST CE QUE FAIRE SOCIÉTÉ ?

L'articulation du « je » au « nous » dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 s'exprime dans le caractère contaminant de l'oppression : « Lorsque qu'un seul membre de la société est opprimé, l'ensemble de la société est opprimé », « lorsque la société est opprimée tous ses membres sont opprimés ». Pas de séparation possible entre les membres d'une société et cette société, ce serait même cela faire société : se sentir au même titre responsable de soi et responsable du groupe. **Être spectateur de l'oppression opprime et face au sentiment d'être sous le joug, il faut résister à l'oppression.**

Selon Saint Just on peut y résister en prenant appui sur ce qu'il nomme la *communauté des affections*, à la fois amour de soi, de la justice et de ceux qui partagent cet amour, les personnes en

L'humanité et l'humanisation dépendent fondamentalement des affections

lien grâce aux affects sociaux : amour et amitié .

Dans les *Fragments d'institutions républicaines*, l'homme révolutionnaire ou patriote appartient à cette communauté constituée par des secours réciproques : « La patrie n'est point le sol, elle est la communauté des affections qui fait que, chacun combattant pour le salut ou la liberté de ce qui lui est cher, la patrie se trouve défendue. Si chacun sort de sa chaumière, son fusil à la main, la patrie est bientôt sauvée. Chacun combat pour ce qu'il aime : voilà ce qui s'appelle parler de bonne foi. Combattre pour tous n'est que la conséquence ».

Dans *De la nature*, il affirmait que ce sont les compétences affectives naturelles des hommes qui les font vivre en société, « les sentiments de l'âme » sont « le présent de la nature et le principe de la vie sociale », et « tout ce qui respire est indépendant de son espèce et vit en société dans son espèce. [...] Cette indépendance a ses lois sans lesquelles chaque être languirait seul sur la terre. Ces lois sont leurs rapports naturels, ces rapports sont leurs besoins et leurs affections ; selon la nature de leur intelligence ou de leur sensibilité, les animaux plus ou moins s'associent ». Il faut donc

empêcher que personne ne s'isole de fait. **Un repli sur ses seuls intérêts rend indifférent aux besoins des autres membres de la communauté, et défait la réciprocité révolutionnaire qui est le nom d'une liberté sans domination et donc égalitaire.**

Saint-Just conçoit une société qui existe indépendamment du gouvernement et s'alarme régulièrement de sa disparition par la perte des liens entre citoyens, voire entre ceux mêmes qui ne seraient pas encore conscients d'être citoyens : « il n'est, dans tout État, qu'un fort petit nombre d'hommes qui s'occupent d'autre chose que de leur intérêt et de leur maison ». Mais même ainsi, s'ils sont en liens, ce sont des membres d'un peuple. Par contre, isolés, ils ne sont plus que collections d'êtres indifférents, voire apathiques ; ce qui n'est nullement synonyme d'indépendance, car l'indépendance n'empêche pas les êtres humains doués d'affects et de besoins de chercher à se lier.

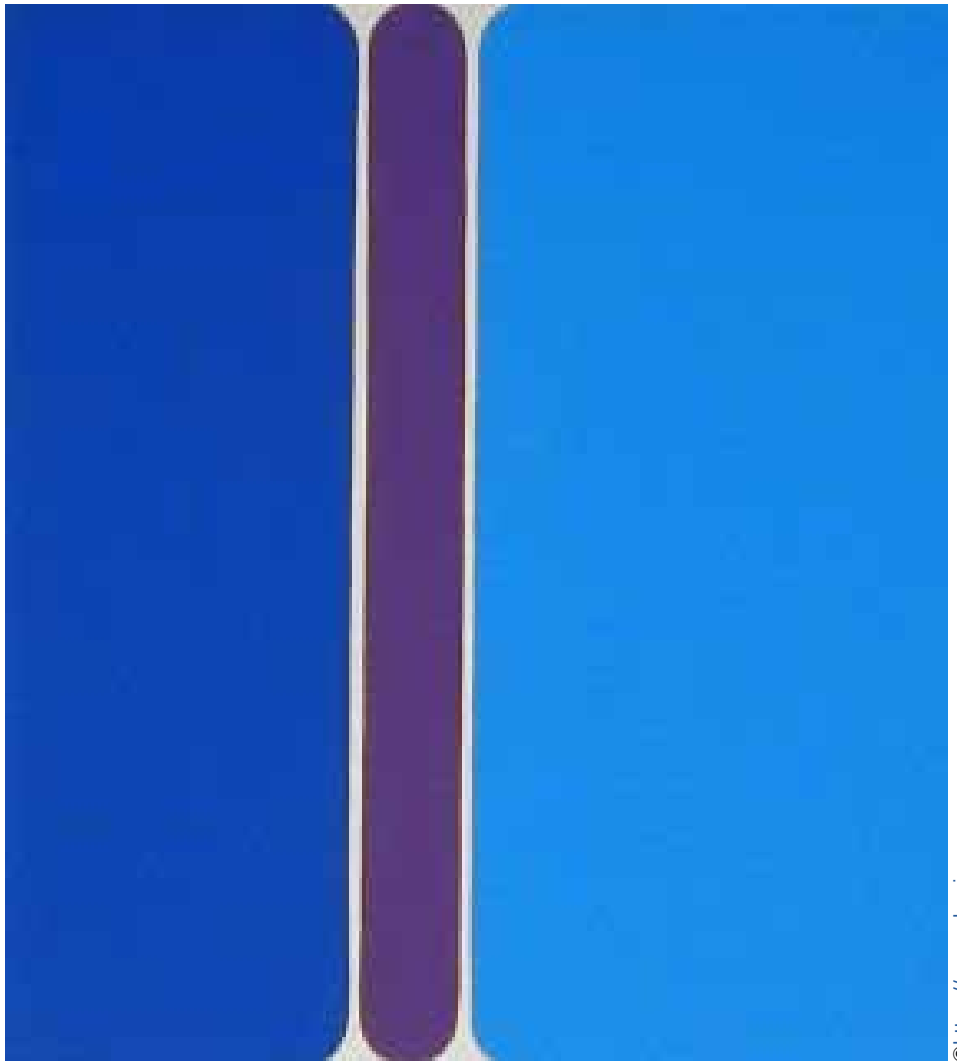
En pointant résolument le rôle des affects dans le faire société, en donnant à ces affections le rôle d'aimants qui évite aux hommes d'être solitaires, isolés, il affirme que l'humanité et l'humanisation dépendent fondamentalement des

affections. **Sans affections et sans souci pour les affections, l'humanité se dissout dans la sauvagerie ou guerre civile.**

De fait pour les hommes et femmes du XVIII^e siècle, ce qui rend humain, c'est moins la raison procédurale qui permet de calculer, que la raison sensible. Ce que Kant appellera la « faculté de juger » dépend de l'expérience et donc du rapport sensible que chacun entretient avec le monde. Abîmer ou détruire la sensibilité de quelqu'un, c'est affaiblir la circulation des émotions qui permettent de signifier à soi et aux autres des jugements moraux. La perte d'émotion individuelle n'est donc jamais seulement individuelle, elle est aussi une perte pour la collectivité sociale et politique. Si plus personne n'est sensible, aucun jugement ne peut plus être émis sur une situation sociale ou politique ; alors tout devient précaire et en même temps compact, car nul ne sait plus quelle conséquence aura son jugement et la prise de parole qui s'en suivrait. Alors chacun se tait.

Le silence signe la précarité et la désarticulation du « je » au « nous » qui met fin à l'acte de faire société.

● Sophie Wahnich



JE ET NOUS : À PROPOS DU PROCESSUS D'INDIVIDUATION

Depuis maintenant plusieurs décennies, une petite musique se fait entendre : l'individualisme se développerait de plus en plus, en particulier dans la jeunesse, sur fond de dépolitisation et dans un contexte d'offensive néo-libérale, de concurrence de tou.te.s contre tou.te.s.

Pourtant, il existe d'autres projets collectifs et émancipateurs qui, depuis plusieurs années, mobilisent en particulier la jeunesse, sans le caractère global des anciennes références socialistes et communistes, mais aussi - et c'est tant mieux - sans la mystique du Parti ou du « Grand soir ». Il s'agit du projet d'une société féministe et non-patriarcale, et donc égalitaire et émancipée, ainsi que du projet d'une société écologique, et donc alternative au productivisme et au consumérisme généralisés, liés à la course au profit inhérente au capitalisme.

Avec les engagements dans le processus de révolution féministe mondiale et dans la lutte pour le climat, on est loin de l'individualisme reproché aux jeunes générations.

A l'origine d'un tel reproche, une confusion, très courante, est faite entre l'individualisme et le processus d'individuation. La proximité apparente entre l'un et l'autre est une chose, mais le contenu diffère radicalement.

**Reconnaître
la validité et
le caractère
émancipateur de
l'individuation**

Le premier tourne le dos aux solidarités et aux engagements citoyens et collectifs. Il est renforcé par l'idéologie du mérite républicain et du mythe de l'égalité des chances qui font croire qu'en dépit du contexte capitaliste, la réussite de toutes et tous est possible, ce qui par un glissement mécanique, rend les individus responsables de leur sort dès l'école, en niant ou en minimisant les causes sociales et sociologiques de leur situation. Du point de vue des solidarités et de l'émancipation, et à juste titre, l'individualisme a une connotation négative et régressive.

Mais le second a une autre histoire qui ne se confond pas avec l'individualisme. De quoi s'agit-il ?

L'individuation est ce processus d'autonomie des individus, qui mettent à distance - voire rejettent - toute structure autoritaire et verticale présente dans la société, de la famille à l'école, en passant par le fait religieux, la sphère du travail ou encore la vie des structures associatives, syndicales ou politiques. C'est ce qui a commencé à s'exprimer avec éclat dans différentes régions du monde, dans la grande vague de contestation culturelle et sociale, des décennies 1960 et 1970. C'est, dans son prolongement, l'une des racines de la crise multiforme que nous connaissons aujourd'hui, et de la recherche d'alternatives à l'ordre établi et aux structures et comportements autoritaires.

Ce dont il s'agit a donc peu à voir avec l'individualisme et une affirmation de soi, sous forme d'un «je» associé à un quelconque mépris du «nous». Le fait de re-



© <https://mencoboni.com>

connaître la validité et le caractère émancipateur de l'individuation, en distinguant celle-ci de l'individualisme, peut précisément réconcilier l'individu et le collectif. En prenant ses affaires en mains, sous toutes les formes possibles, en inventant des engagements désirables, il est possible de concrétiser une perspective alternative. A condition cependant que ces engagements soient libres et partagés, sans contrainte ni domination subies (ou imposées) qui font du «nous» un repoussoir.

Ainsi, il n'y a pas de montée individualiste généralisée (même si le libéralisme et le consumérisme poussent à cela et le flattent) mais un processus complexe et potentiellement émancipateur qui, lui, permet de réconcilier le «je» et le «nous».

● Bruno Della sudda

JE/NOUS/INDIVIDU/SOCIÉTÉ/IDENTITÉ

La société contemporaine nous pose question : de plus en plus fragmentée et individualisée mais qui dans le même temps suscite des « conflits identitaires » et nationalistes comme jamais...

Les liens sociaux se sont délités : de « communautaires » ils ont plutôt pris la forme de réseaux plus nombreux et étendus mais aussi plus lâches et distendus... De la famille ou du village nous sommes passés à des dimensions mondialisées.

Notre société fait face à la fin des grands récits rassembleurs des XVIII, XIX, et XX^{ème} siècles (S. Citron, par exemple, démonte les représentations du mythe de la nation) à une défiance vis-à-vis des institutions quelles qu'elles soient, à l'abandon de l'État social, et aux populismes de toutes sortes.

Les appartenances de classe, de territoires, de proximité, et même de famille ont laissé le champ libre à des individus à facettes multiples en manque d'identités et d'appartenances...

Pourtant des solidarités existent et se révèlent notamment dans les moments de crise : solidarités de voisinage, de travail, de luttes...

Organiser un vivre ensemble et un avenir commun

Pourtant les nations défendent leurs identités de territoire, de langue, de culture face à des agresseurs ; les régions promeuvent leur culture comme ciment d'identité...

Et si, paradoxalement, c'était justement le rôle et la fonction du politique de recréer ce lien qui fait « nous » entre les citoyens, et/ou les individus... non pas la politique politicarde de luttes entre des Egos tous aussi surdimensionnés les uns que les autres, mais la politique du discours, de l'agir, du projet, des objectifs... et de la démocratie...

De la mairie à la Nation en passant par le département et la région, le politique est censé définir et organiser, ou tenter d'organiser (si possible à travers la démocratie, mais pas seulement), un vivre ensemble et un avenir commun... il s'agit de créer des cohésions sociales, et de rassembler sur un territoire à travers un ou des projets communs ; si le politique peine à susciter des identités au moins peut-il permettre des appartenances et des solidarités sous la condition expresse de pratiques démocratiques assurant la participation du plus grand nombre.

Lorsque l'écologie défend « une terre habitable pour les générations futures », propose de préserver le commun des équilibres environnementaux et sociétaux, et de changer la vie des gens, lorsqu'elle évoque « une énergie collective et rassembleuse » et un horizon politique désirable, lorsqu'elle aspire à un écosystème par une démarche participative lorsqu'elle veut « inverser la tendance

destructrice pour la planète » et « ensemble changer le monde », c'est bien un destin commun qu'elle oppose aux individualismes.

Lorsque socialistes et communistes évoquent « un monde d'après plus social, écologique, démocratique, et féministe ; qu'ils décident de prendre en charge le destin des peuples, qu'ils proposent les moyens de promouvoir le social, la justice, et la cohésion sociale ». Lorsqu'ils défendent la culture, l'école, la sécurité dans une société solidaire, et des politiques sociales au service de tous, lorsqu'ils s'opposent à l'individualisme et au chacun pour soi du libéralisme notamment économique, lorsqu'ils veulent instituer politiquement la société « sous tous ses aspects face au capitalisme et à la propriété privée ... », c'est bien de « Nous » et de commun qu'ils parlent contre l'individuation.

Même la droite quand elle défend le nationalisme et le protectionnisme fait référence à un Nous, même si ce n'est absolument pas le nôtre... puisque la nécessité est, en effet, aujourd'hui d'un « Nous » international et non refermé sur un chacun pour soi !!!

On peut faire la même démonstration pour les syndicats qui tentent de défendre aussi des « communs » face à la fragmentation du travail mais gagneraient aussi à plus de participation démocratique.

● **Bénédicte Goussault**

FAIRE NOUS

La langue est parfois trompeuse : il n'existe pas de sujet réel qui serait le référent du sujet grammatical « nous ». Le « nous » comme réalité empirique n'existe pas, contrairement au « je ». L'oublier, c'est courir le risque de confondre le « nous » et le « on », l'activité critique et la passivité comme manières d'être en commun. Comme le note E. Benveniste, le « nous » est un je dilaté : il y a un « nous » si une multitude de « je » peuvent dire « nous » en même temps. Ou bien, quand un orateur s'adresse à elle, et parle en son nom. Le risque : l'identification à la figure du leader, mode de soumission. Le « on » une série d'individus, sans lien entre eux, si ce n'est l'imitation qui les pousse à adopter le même comportement : foule grégaire des consommateurs qui s'imaginent libres.

Le « nous » a donc une existence précaire. Deux expériences peuvent lui donner consistance.

Prenez le cri entendu dans les meetings du R. Haine : « on est chez nous ! ». Sous-entendu « pas vous... ». « Nous » formé par exclusion, se consolidant en croyant qu'une détermination objective, naturelle ou culturelle le fonde : l'angoisse de la précarité conduit au racisme.

Une autre : « Nous sommes le peuple » des manifs. Il est ambigu sans doute : « pas vous, là-haut, qui parlez en son nom ! », où l'on retrouverait la relation

Le commun est produit par l'agir en commun d'une multitude

d'exclusion évoquée déjà ; mais affirmativement, « nous sommes capables, nous en bas, à égalité, de délibérer et décider des affaires communes ».

Le « nous » se forme ici par un agir en commun au cours duquel chacun fait l'expérience de la puissance collective. Premier temps. Mais il se consolide avec une autre : celle des discussions, des échanges, parfois conflictuels, où la pluralité des singularités s'efforce de produire du commun. Le commun n'est pas donné préalable expliquant la formation du « nous », il est produit par l'agir en commun d'une multitude.

C'est là un aspect décisif : bien sûr, il doit y avoir une sensibilité partagée, peut-être le sentiment d'avoir subi un tort en commun. Mais s'il n'y avait que cela, ce ne serait pas un « nous » qui se formerait : plutôt une foule en colère criant vengeance, une force destituante. L'indignation ne va pas plus loin. Elle peut amorcer autre chose, justement, s'il est possible de l'orienter vers le désir d'un état où un tel tort ne serait plus possible. Sinon elle nourrit le ressentiment dans la crainte du déclassement et cherchera à limiter les droits de celles et ceux qui sont plus bas : faute d'un droit universel on cherchera à préserver un droit « pour nous », mais « pas pour eux » dès lors que nous imaginons chez « eux » une humanité moindre que la nôtre.

On perçoit alors, qu'il y a dans le « nous », un partage d'expérience collective, donc *un sentir commun* qui prime sur le calcul rationnel d'intérêts : ce n'est pas le modèle du contrat qui peut en rendre raison, mais celui de l'imitation affective. Par exemple : un jeune noir tué lors d'une interpellation policière brutale. Nous *ressentons* le tort quand nous *imaginons* pouvoir être à sa place, à celle



© <https://mencoboni.com>

de sa famille, c'est-à-dire quand nous *sentons* une humanité partagée entre eux et nous, quelles que soient les différences d'apparences ou de modes de vie. Il en va de même pour tous les torts possibles. C'est dans notre chair, chacune avec chacun, que nous *sentons* que la cause du meurtre, du viol etc., nous affecte : non que nous soyons tous coupables, forme d'enfumage, mais qu'il y a à changer quelque chose dans nos relations mutuelles qui sont la condition ayant rendu possible le tort. **Un « nous » se forme ici animé par un désir de droits, projetant un horizon d'attente, un projet commun. Fraternité et communisme ont été les noms d'un tel « nous ». Comment en retrouver la puissance collective en se parant des risques mortifères d'une dépossession du « nous » par un pouvoir parlant en son nom ? Comment préserver la puissance de la délibération par en bas, condition d'existence d'un « nous » émancipé ?**

● Gérard Bras

« JE, NOUS » ?

UN CHOIX EXISTENTIEL S'IL EN EST

Par définition « je » ne peut pas faire société.

Par contre, « Nous » c'est-à-dire les citoyens/nes, celles et ceux qui habitent la France (et les autres pays) peuvent former « société ».

Nous vivons en société, sous les règles d'un capitalisme devenu exponentiel jusqu'à impliquer les pouvoirs économiques et militaires des Etats eux-mêmes. Les valeurs de partage et de liberté, à caractères démocratiques, nées des révolutions françaises et des régimes qui les ont suivis, ont peu à peu disparu sauf celles sur le vote, (dont on connaît les distorsions). L'égalité qu'elles prônaient en est réduite à l'apanage des possédants/tes.

Du coup chacun chacune pense d'abord à lui, à elle, (« je ») et semble avoir oublié que collectivement on est plus fort et plus heureux et que peut-être il vaudrait mieux essayer ensemble d'inverser la machine infernale dans laquelle on se trouve enfermé plutôt que de tenter personnellement de s'y frayer le meilleur des chemins.

Force est de constater que depuis les années 1970 les organisations qui défendent la démocratie, les syndicats et les politiques dits de gauche, sont allés d'échec en échec face aux pouvoirs capitalistes et parfois même, croyant bien faire, leur ont tendu la main.

Des membres de nos sociétés, notamment en France (mais pas que...) montrent, comme elles et ils le peuvent, leur soif d'autre ambition que le « je », celui d'un avenir porteur d'émancipation, par la création d'associations fondées sur des valeurs humanistes, transformatrices et/ou d'autres tournées vers la

sauvegarde écologique de notre indispensable planète... Certaines se spécialisent dans l'aide à autrui, d'autres dans la recherche scientifiques et/ou philosophiques, politiques, d'autres affrontent le système capitaliste en s'opposant physiquement et intellectuellement à ses projets mortifères. Quelques exemples sont édifiants.

- Rail coop dans le Lot
- Scopti à Marseille
- Les soulèvements de la terre
- Divers groupes familiaux ayant choisi de vivre en communauté autogérée... en Bretagne et ailleurs....
- Les bio-coop

Dans ces organisations ce n'est pas le « je » qui est prépondérant mais bien le « nous ».

Pourtant si ces essais n'enfantent rien, je doute que nous arrivions réellement au « bien vivre-ensemble » et à l'émancipation humaine que nous visons.

Jouons résolument la démocratie contre le capitalisme, de manière beaucoup plus déterminée, avec une force décuplée et non uniquement dans une option minorée.

A la base, de manière autogestionnaire, appuyons-nous sur les technologies modernes et le partage des gains, de manière coordonnée selon les choix et les besoins de chacun/e.

Les « déjà-là » du « nous » sont notre boussole !

Il y a du « déjà là » par rapport à cette idée démocratique dans les exemples cités plus haut, mais aussi dans le projet de sécurité sociale de l'alimentation, dans celui de la gratuité des transports qui a vu le jour dans différentes villes de France. L'idée d'un « habitat participatif » qui sous-entend la « fin » de la propriété en est un autre exemple...etc...

En allant encore plus loin dans une socialisation autogérée éclairée, on démontrerait par les actes que le système capitaliste ne profite qu'à quelques-uns/es et qu'il détruit la planète. Avec le partage équitable des capacités de chacun/e, des richesses de notre terre nourricière, de nos volontés, de nos apports divers et complémentaires d'êtres humains, nous construirions un monde solidaire efficace où il ferait bon vivre.

Gageons que les institutions pro-capitalistes sous lesquelles nous vivons aujourd'hui se désagrègeraient d'elles-mêmes, car elles n'auraient plus de raison d'être.

Sur ce chemin difficile les « déjà-là » du « nous » sont notre boussole !

● **Bernadette Bouchard**

DU JE DANS LE NOUS, DU NOUS DANS LE JE

Climat, féminisme, marches de chômeurs, migrants, Gilets Jaunes... des mouvements sans leaders, qui ne répondent pas à l'appel d'une organisation précise. Cependant ils ne surgissent pas de nulle part mais d'ailleurs de structures leur préexistant. Ils disent refus des « interprètes » qui finissent par parler (et penser) à la place des intéressé/es. La volonté de se doter de leur propre forme d'organisation a entraîné parfois des commentaires dédaigneux sur le « refus de l'organisation » (crime de lèse-majesté ?). L'impact de ces regroupements apportent un démenti. A chaque fois c'est de faire ensemble qui crée leur Nous.

On ne fait plus confiance qu'à soi-même et aux autres soi-même. Ce souci d'indépendance est une reconquête de soi que les désillusions, le sentiment d'impuissance devant ce qui tombe d'en haut a fait perdre. C'est un début de réponse à « être ou ne pas être » comme dit quelqu'un. **Le refus des étiquettes de s'aligner derrière un emblème, est inhérent à ce désir d'être et pour être, d'être ensemble.** La médiation d'une autorité surplombante qui échappe aux Je et demande que l'on s'identifie à elle, est source d'identifications clivantes. Ne sous-estimons pas les rapports interpersonnels. Les représentations collectives découlent de consciences qui agissent et réagissent les unes sur les autres. Nous voici à l'op-

**A chaque fois
c'est de faire
ensemble
qui crée leur Nous**

posé des théorisations hâtives sur l'individualisme.

Pas de Nous durable sans commun allant de nos racines à notre devenir.

Nos racines communes passent par situer l'antagonisme de classes.

Les salarié/es de Décathlon en dénonçant le milliard de dividendes, reçu par la direction du groupe, sont en train de construire un Nous. Mais c'est aussi à travers le devenir qu'on situe ses racines. La multiplicité des situations et des sensibilités renforce la nécessité de se lire à partir de l'antagonisme et du devenir.

Il n'y a pas de Nous sans une intention qui parte de chaque Je et dans laquelle chaque Je se retrouve. Ce

qui fait d'être un peuple. Ce qu'exploite l'extrême-droite. Pourquoi pas un Nous révolutionnaire ? Les services publics et ce qui doit le devenir pourraient être gérés comme la Sécu à ses débuts par les travailleur/ses et usager/es associé/es. Cette notion d'associé/es porte un Nous. C'est une définition du communisme de Marx. Bien sûr, il y a l'emprunte des échecs de l'URSS et répétés de la gauche au pouvoir. Mais ces moments avaient été conçus en dehors des JE dont le rôle se limitait à soutenir les leaders.

La construction d'un nouveau NOUS n'est pas un vœu pieux.

Aux législatives, pour faire face au RN, la mobilisation populaire a été décisive. Ne nous leurrons pas : l'appel du NFP n'a pas tout créé. Il faisait écho à un déjà acquis idéologique qui potentiellement portait une réaction collective. On juge de moins en moins sur les déclarations



©<https://mencoboni.com>

et de plus en plus sur les actes auxquels on peut participer. C'était ça le vote NFP. Domage que celui-ci n'en ait pas prolongé le sens. **Avancer par glissement du « déjà là » au « pas encore là », est ce que les neuropsychologues appellent « zone de proche développement ».** Où est aujourd'hui cette zone de proche développement ? Contre la vie chère ou le chômage, que serait un premier passage possible au « pas encore là » ? Exiger que l'argent public livré aux entreprises du CAC 40 et les dividendes qui ne participent à rien, contribuent aux dépenses sociales (à la fois antagonisme et devenir).

Et le passage à un Nous global ? Quand les Nous regroupés par thème percevront qu'ils ont tous un dénominateur commun : la maîtrise de l'économie et le pouvoir décider : autant dire une « Nous-cratie ».

● Pierre Zarka

CHEMINS D'ÉMANCIPATION : DÉPASSER LES CONTRADICTIONS

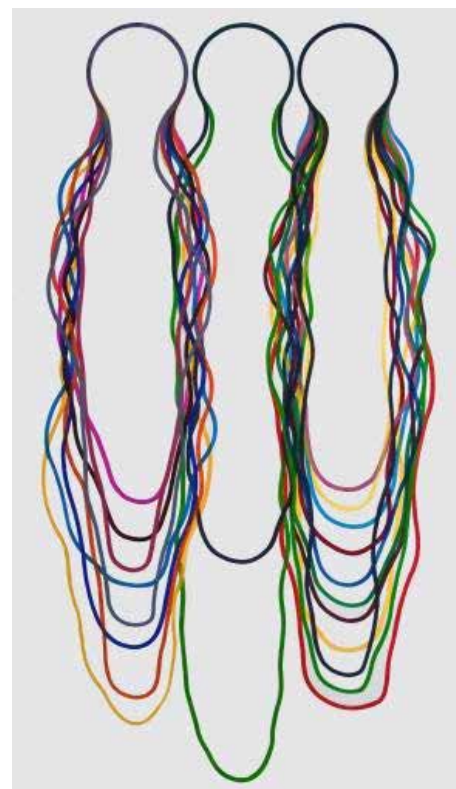
Depuis au moins une quinzaine d'années, de nouvelles générations militantes émergent en se politisant tout particulièrement autour de la question des oppressions : le sexisme, les LGBTphobies, le racisme, l'écologie, etc. Très souvent, cette politisation se fait en premier lieu à une échelle individuelle, à partir de sa propre expérience, en prenant conscience des discriminations qu'on a soi-même subi ou fait subir. La notion de « privilèges » permet ainsi de prendre conscience de façon efficace de l'existence de positions sociales inégalitaires : certains/nes ont ainsi des possibilités que d'autres n'ont pas du fait de leurs assignations sociales. De la même façon, un certain nombre des débouchés à ce type de politisation consistent à essayer de modifier le langage et les comportements à une échelle individuelle ou inter-individuelle. Il va s'agir de déconstruire au maximum son langage et ses pratiques pour ne pas reproduire la domination, ou exercer une pression sur le langage et les pratiques des autres, et dans les cas extrêmes, utiliser le « call-out », la dénonciation publique.

Face à ce type de politisation à l'échelle individuelle, il me semble qu'il faut éviter deux écueils. Le premier serait de n'y voir que la manifestation des tendances néolibérales à l'individualisation qui viendrait toucher

Il faut donc en définitive reposer la question du pouvoir

y compris la sphère politique, et par là balayer ces voies d'émancipation d'un revers de la main. Il n'est probablement pas indifférent que ces types de politisation aient lieu précisément à un moment d'atomisation et d'individualisation extrême, néanmoins ces vecteurs de politisation sont efficaces et ouvrent la voie à des engagements pérennes. Le second écueil serait de ne pas pointer du doigt certaines limites de ce type de politisation, avec l'idée qu'il n'y aurait rien à en redire. Or, lorsque la politique en reste à l'échelle (inter)-individuelle, et perd de vue la lutte collective contre les structures qui par ailleurs produisent et reproduisent en permanence les dominations, ce qu'on constate par l'expérience c'est le découragement des individus, la tension dans les groupes à l'extrême, et finalement l'implosion des collectifs militants qui s'étaient mis en place sur ces bases. Cela a par exemple été le cas du collectif féministe dans lequel j'ai milité au début des années 2010.

Il faut donc un dépassement qui ne nie pas les enjeux de cette échelle (inter)-individuelle (bien sûr que lorsqu'on milite on essaye de changer notre langage et nos pratiques dès ici et maintenant), tout en constatant que tant que nous vivons sous le capitalisme (compris comme étant également un patriarcat, un système raciste, etc.), il sera impossible d'arriver à un état de perfection et de pureté militante absolue. L'exemple de l'écologie est parlant à ce titre : même si on essaye d'avoir les pratiques les plus écologistes possibles, il est tout simplement impossible de l'être totalement dans une société comme la nôtre. Il faut donc en définitive



reposer la question du pouvoir. Est-ce que le pouvoir se situe du côté des individus, ou du côté de la classe qui détient le pouvoir politique et économique, et donc le pouvoir de décider pour tous/tes les autres ? Cela implique également de voir que même si nous avons des intérêts immédiats qui parfois divergent (il est indéniable, dans le cas du féminisme qu'il y a un avantage pour les hommes à ne pas avoir à effectuer le travail reproductif par exemple), les intérêts de fond des différents/tes opprimés/es et exploités/es sont largement convergents : nous avons tous/tes plus à gagner qu'à perdre à changer cette société.

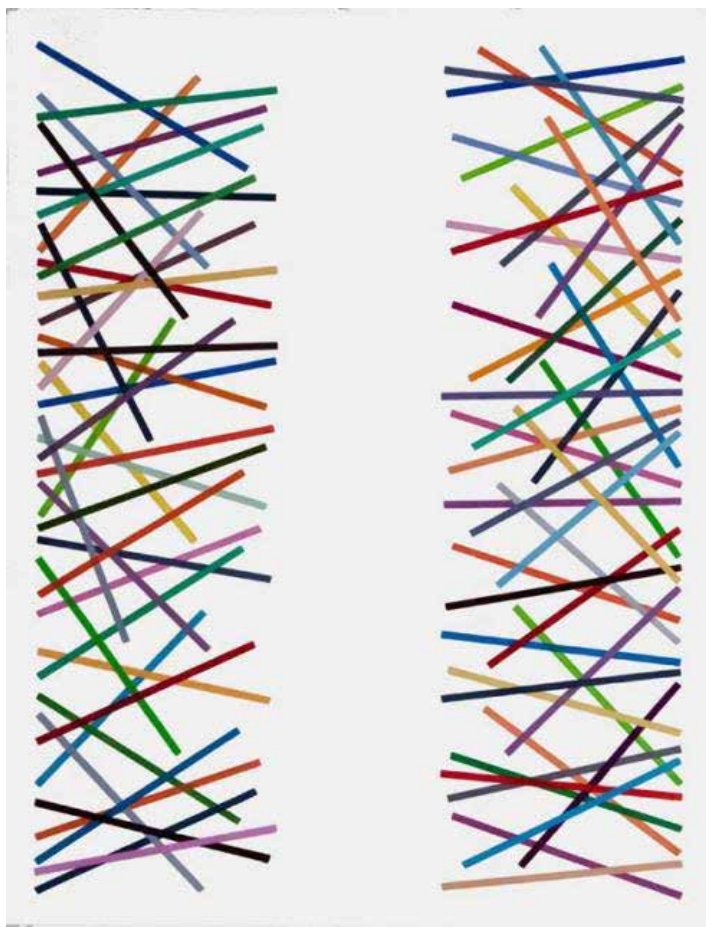
● Aurore Koechlin

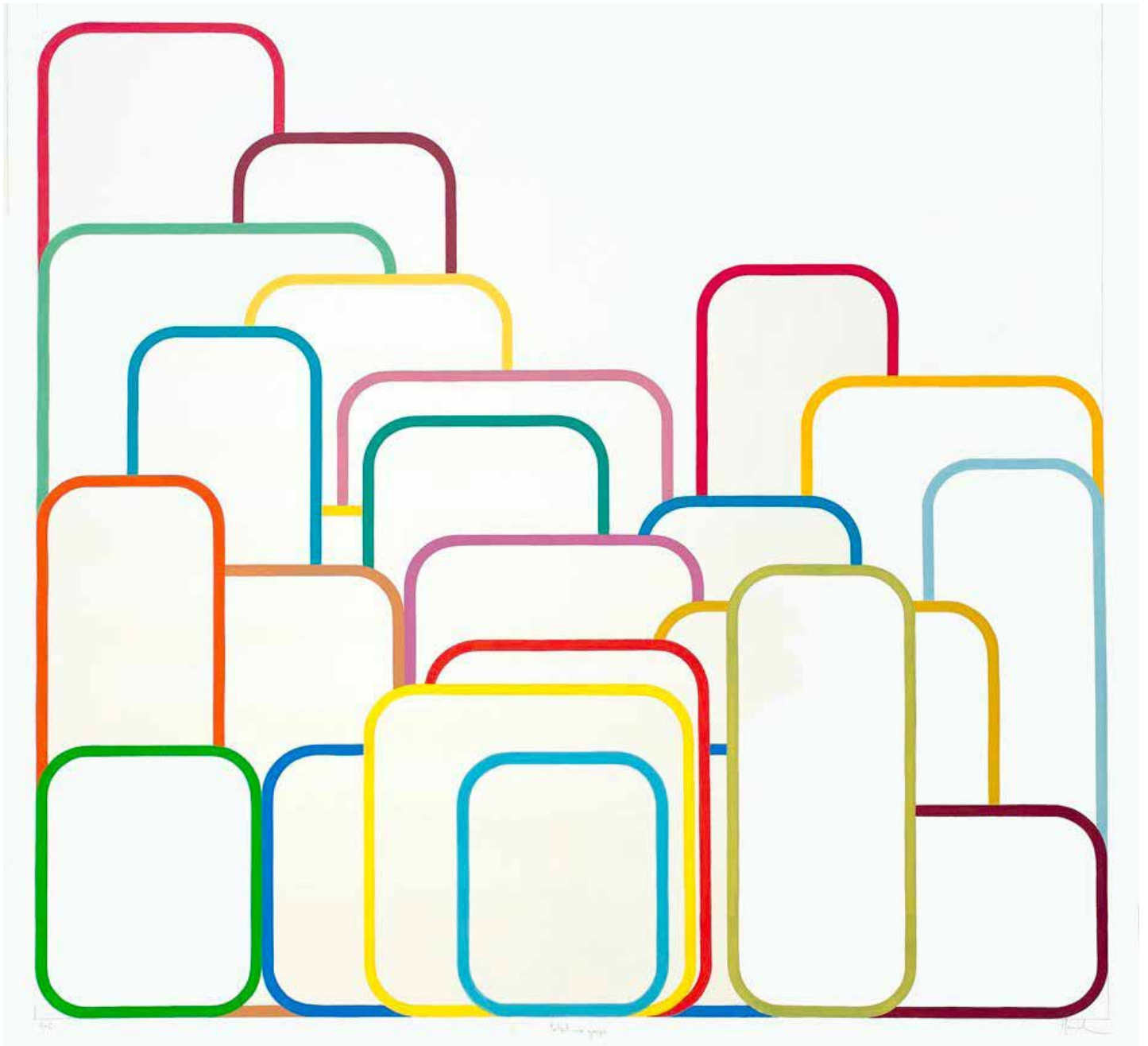
DIRE « NOUS » ET « JE » À LA FOIS

Dans son texte fondateur de 1931, *La situation actuelle de la philosophie sociale et les tâches d'un Institut pour la recherche sociale*, Max Horkheimer déterminait le but de la philosophie sociale d'une façon encore valable aujourd'hui : « ce qui vaut comme but ultime de la philosophie sociale, c'est l'interprétation philosophique du destin des hommes pour autant qu'ils ne sont pas simplement des individus mais les

membres d'une communauté ». La tâche de la philosophie sociale serait ainsi de déterminer ce qu'il en est des hommes en tant qu'ils sont des êtres capables de dire « Nous ». Les choses se compliquent cependant dans la mesure où les hommes, quand ils disent Nous, ne cessent pas pour autant de dire Je. En d'autres termes, la question devient celle de savoir comment ils peuvent dire Nous sans cesser de pouvoir dire Je, et comment ils peuvent dire Je sans que cela n'exclue qu'ils puissent dire Nous. En ce sens, je dirais que la tâche de la philosophie sociale n'est pas tant d'étudier les hommes en tant qu'ils disent Nous que de le faire en tant qu'ils disent à la fois Je et Nous. C'est très exactement la tâche que Hegel s'était fixée quand il a déterminé ce qu'il appelait « l'esprit » comme « un Je qui est un Nous et comme un Nous qui est un Je ». En d'autres termes, si, par Je, on entend l'homme comme être individuel, et par Nous l'homme en tant qu'être social, la formule hégélienne indique que la tâche est de surmonter l'opposition entre l'individuel et le social et d'établir que l'individuel n'est pas plus exclusif du social que le social ne l'est de l'individuel.

En disant les choses ainsi, on s'aperçoit que le problème du *social* se distingue de celui du *collectif*. La différence entre les deux apparaît au fait que les usages qu'on y fait du Je et du Nous sont différents. Lorsqu'il se pense comme membre d'un collectif, l'individu se conçoit peu ou prou comme représentant de ce collectif et, en tant que tel, il dira « Nous » : « Nous pensons que... », « Nous avons décidé que... », « Notre position sur ce point est que... » etc. Il est manifeste qu'en tant que représentant du collectif dont il est membre, l'individu s'oublie en tant qu'individu, ce qui se marque au fait qu'il cesse ici de dire Je et ne dit plus que Nous. S'agissant donc du rapport entre un individu et un collectif, nous n'avons pas ce dont parlait Hegel : un Je qui est un Nous, et pas non plus un Nous qui est un Je. **Nous avons au contraire un Je qui cesse d'être un Je quand il dit Nous, et un Nous qui n'est exprimable comme tel que pour autant qu'on dissout les Je en son sein.**





©<https://mencoboni.com>

C'est là toute la différence entre le collectif et le social, c'est-à-dire entre ce que Dewey appelait le « simplement associatif » et le « véritablement social ». Ainsi, lorsque Vincent Descombes écrit que ce que Hegel appelait « l'esprit objectif », « c'est la présence du social dans l'esprit de chacun », il dit quelque chose de fondamental au sujet de la nature du social, à savoir que le social est présent à l'individu en tant qu'individu, de la même manière que, réciproquement, l'individu est présent au social sans cesser d'être individu. S'agissant du social, le Je peut dire Nous sans cesser de dire Je, et inversement – ce qui est plus surprenant encore – le Je peut dire Je tout en continuant à dire Nous *en même temps*.

C'est une chose dont Hegel a tenté l'élucidation dans la *Phénoménologie de l'esprit* (Ch. V, section B) : comment expliquer

non seulement qu'un Je n'ait pas besoin de s'opposer au Nous auquel il appartient pour se définir dans sa singularité propre, mais qu'il ne puisse définir réellement son identité singulière qu'à condition de le faire à partir de celle du Nous ? **L'explication est que le Je comprend *qui il est* quand il se comprend à partir de ce *qu'il fait*, et quand il comprend ce qu'il fait comme *la part* qu'il lui revient d'accomplir au sein du faire *de tous*, c'est-à-dire quand il comprend ce qu'il fait comme la part qu'il prend à une *œuvre commune*, comme une part *complémentaire* de celles de tous les autres.**

● Franck Fischbach



JE/NOUS : PAR-DELÀ LA SOCIALISATION, LA COMMUNISATION

La crise, c'est cette latence où ce qui ne répond plus aux exigences d'une époque s'accroche pour perdurer, alors que ce que ces exigences font émerger comme nécessaire peine à naître et s'affirmer. Dans ce chaos entre ce que Chateaubriand appelait « les semences et les débris », le capitalisme a résolument pris le parti des émergences. Il a fait de l'hubris d'un arraisonnement technique sans conscience,

Esquisser des Nous qui soient exsangues de contraintes et d'aliénation pour les Je qui les composent

et de celui d'un marché sans fin, une loi d'airain du profit. Au même titre que l'exploitation par le travail sans autre égard pour la vie que sa reproduction à minima, et l'extraction dilapidant les ressources planétaires avec une violence sans égard pour la vie terrestre. (K. Marx)

Malgré les crises inhérentes à cette logique mortifère, son hégémonie idéologique a imposé cette fuite en avant comme la seule marche historique. Au point que ses adversaires les plus résolus l'ont adoptée comme celle du progrès social, épousant à leur insu mais avec acharnement une vision téléologique de l'histoire rendant leur victoire illusoirement inéluctable ! Exit au passage une dialectique plus fine, suggérant que l'impératif de faire advenir du jamais vu, une société sans aliénation, violence et domination, pourrait articuler l'invention radicale du nouveau avec la réactivation féconde de tout ce que le capitalisme a historiquement obéré sans jamais avoir dépassé sa portée sociale. Le défi de faire advenir un futur inédit de

vertu écologique et d'émancipation sociale invite même à jauger ce qu'il convient d'inventer comme nouveau faire-ensemble à partir de cette réappropriation des faire-ensemble historiques. Car c'est bien les avantages irremplaçables de ces faire-ensemble qu'ont fait accepter aux humains les contraintes allant jusqu'à la servitude volontaire pour vivre ensemble en société. (J-J Rousseau)

L'immense défi d'un futur juste, soutenable et désirable, c'est esquisser des Nous qui soient exsangues de contraintes et d'aliénation pour les Je qui les composent. Longtemps la tradition progressiste a promu la socialisation comme la voie de cette libération. Elle demeure en très grande partie et dans bien des domaines de nos vies et activités quotidiennes, mais est insuffisante.

Jusque là, contre la juxtaposition d'individus atomisés en concurrence, diluant tout commun dans les sociétés



© <https://mencoboni.com>

hétéroclites qu'impose le capitalisme, n'a émergé que l'uniformisation des individus sans autonomie dans des sociétés homogènes au commun unique et imposé dans la farce tragique du socialisme. Soit deux impasses liberticides.

Ce qu'une libération individuelle et collective à partir des méandres complexes de l'individuation (G. Simondon) et des défis du continent biographique (L. Sève) exige, c'est la constitution de sociétés hétérogènes où la force des ensembles pluriels requiert la mobilisation respectueuse de toute la richesse des singularités qui les composent. La singularité est ce que nous, les êtres humains

et tous les vivants, partageons. Son respect absolu et sa préservation hautement qualitative constituent, au travers nos obligations vis-à-vis des générations passées, présentes et à venir, et du monde fini qui est le nôtre, la condition première de notre être-en-commun.

Les nouveaux faire-ensemble qui pourraient nous relier les uns et les unes aux autres, ainsi qu'à l'ensemble des vivants, supposent l'articulation des autonomies solidaires aux coopérations auto-organisées. La communisation, c'est la mise en œuvre des intelligences collectives et des agir en commun à toutes les

échelles, sources de nouvelles communautés harmonieuses de vivants terrestres. Ainsi, au travers et par-delà la diversité des cultures et sociétés humaines, de nouveaux rapports communs ouvriraient des articulations inédites, des Je et des Nous, permettant de déployer en synergie une maîtrise des destins singuliers et des destinées communes par des auto-gouvernements écologiquement vertueux et socialement émancipateurs. Réinventer l'avenir invite à réinventer le progrès, l'universalité et la démocratie. Ensemble.

● **Makan Rafatdjou**



De quoi l'homme vit-il ?

Ce Livre disque vient d'être publié par Mireille Rivat pour évoquer l'œuvre de Bertolt Brecht. En 18 chansons, signées Brecht, Jacques Deval et Robert Desnos, la chanteuse albertvillarienne nous porte sur ces accents qui remémorent Colette Magny. Sur des musiques de Brecht, Kurt Weill et Hans Eisler.

Nombre de textes résonnent avec les angoisses et les maux de notre époque. Écrits dans d'autres années sombres, ces paroles sont documentées et fort bien éclairées par le livret écrit par Michel Bataillon, éminent dramaturge germaniste, créateur avec Gabriel Garran du théâtre de la commune d'Aubervilliers et collaborateur de Roger Planchon.

Ce **livre disque** replace ainsi chaque poème enregistré dans son contexte historique.

Le dessin de la couverture, une œuvre en soi ! est d' **Ernest pignon Ernest**.

Voici un objet singulier, de qualité, pour des moments de partage, des écoutes collectives ou de la méditation individuelle.

« Quel est donc ce bruit de branche, Que l'on traîne sur le plancher ? ».

● Patrick Vassallo

De quoi l'homme vit-il ? Mireille Rivat, un CD + livret, 2023, 20€ (+3€ de frais d'envoi)

Pour le commander envoyer un chèque avec un mot à Mireille Rivat, 10 allée Nicolas de Staël 93300 Aubervilliers

De « Peau noire, masques blancs » à « Les damnés de la terre »

Frantz Fanon né en 1925 à Fort de France en Martinique, médecin, philosophe et psychologue, très impliqué dans la guerre d'Algérie et le FLN, inscrit aux jeunesses communistes, fut un militant anticolonialiste et tiers-mondiste passionné.

Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor et Édouard Glissant, entre autres s'adosseront à ses analyses.

Ses deux principaux livres : *Peau noire, masques blancs* et *Les damnés de la terre* s'en font écho de manière magistrale et dans une langue remarquable.

Peau noire, masques blancs son premier ouvrage paru en 1952 traite des répercussions psychologiques et sociales du colonialisme : stéréotypes et préjugés raciaux entraînent des sentiments d'infériorité et une faible estime de soi de la part des colonisés et, adopter les masques blancs, c'est-à-dire vouloir se conformer aux blancs aliène et fait perdre leur identité aux victimes du colonialisme. D'où la nécessité de mouvements de libération, de prise de conscience et de réappropriation de leur culture par les gens de couleur.

« *Moi, l'homme de couleur, je ne veux qu'une chose : que cesse à jamais l'asservissement de l'homme par l'homme. C'est à dire de moi par un autre. Qu'il me soit permis de découvrir et de vouloir l'homme où qu'il se trouve. Le nègre n'est pas. Pas plus que le blanc* ». Extrait de *Peau noire, masques blancs*.

Les damnés de la terre son dernier ouvrage en 1961 défend les mouvements de libération africaine et les luttes anticoloniales ; il promeut la violence des opprimés pour se libérer face à la violence des colonisateurs pour dominer.

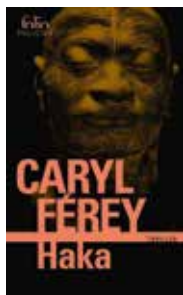
« *C'est le regard porté par l'autre sur soi qui nous rend étranger à nous-mêmes* » Extrait de *Les damnés de la terre*

La préface de Jean Paul Sartre renchérit sur la violence et révèle l'importance de Frantz Fanon dans les milieux intellectuels de gauche des années 60-70.

● Bénédicte Goussault

Peau noire, masques blancs, Frantz Fanon, Éditions points, 2015, 9,90 €

Les damnés de la terre, Frantz Fanon, Éditions La découverte, 2004, 322 p., 13 €



Haka

Vingt-cinq ans après que sa femme et sa fille eurent disparu, sur une île néo-zélandaise, ce policier maori se retrouve face au cadavre d'une jeune femme au sexe scalpé. Puis une autre... Pas de gore dans ce polar qui nous transporte à travers croyances maori, séquelles coloniales et désagrégations d'un monde.

« La terre pourrissait de l'intérieur... Pollution institutionnelle, États poubelles, ...Putréfaction au nom du Grand Capital, communisme dégénéré... » La charge est lourde. Le monde peut-il pivoter ?

Entre mémoire et libertés, la recherche du temps disparu. L'impossible dépassement d'un traumatisme, dont on soupçonne qu'il n'est pas seulement celui d'un homme mais peut-être celui de tout un peuple...

Dans ce récit à plusieurs lectures possibles, l'intrigue, menée avec une éminente criminologue, se déroule avec vivacité, avec la brutalité des exaspérations et les connivences du quotidien. Écrivain de 'Mapuche' et de 'Condor', l'auteur nous emmène dans un chaos final, qui plus que des destins individuels interroge la conscience de ce monde

● Patrick Vassallo

Caryl Ferey, *Haka*, Folio Gallimard, 2021, 2023, 448 p., 9,90€



Moins ! La décroissance est une philosophie

Jeune membre du large panel international des chercheurs mobilisés

par la nouvelle édition des œuvres complètes de Marx et Engels (MEGA 2), et déjà prolifique depuis près de dix ans, l'auteur participe des relectures de Marx et Engels à l'aune des enjeux écologiques et sociaux actuels. Surtout à partir des notes et écrits les plus tardifs restés inédits où ses usages du concept de métabolisme et ses analyses d'un capitalisme systématiquement écocide apparaissent en contradiction avec un Marx technolâtre et productiviste. Après ses approches écosocialistes, et son livre « *La nature contre le Capital. L'écologie de Marx et ses critiques inachevées du capitalisme* » (Syllepse, 2018), ce livre défriche un « communisme décroissant », seule alternative vivable et juste, soutenable et désirable au capitalisme. Partant des critiques du capitalisme incapable de répondre à la crise proprement vitale et civilisationnelle qu'il provoque, il déconstruit la tragi-comédie des agendas gouvernementaux des Objectifs de Développement Durable, et des COPs aussi médiatiques qu'inefficaces. Autant d'illusions vertes qui obèrent le seul objectif impératif pour la survie de l'humanité : sortir du capitalisme, système dégénératif. Texte exploratoire, il embrasse quasiment tous les défis imaginables pour une sortie aussi vertueuse qu'émancipatrice. La dimension somme toute restreinte du livre au regard de l'ambition peut laisser le lecteur sur sa fin, mais sa tentative d'une cohérence globale pour crédibiliser la décroissance comme abondance radicale, frugale et sobre, pour toutes et tous l'emporte. Apport majeur à croiser d'urgence dans le débat avec d'autres voix et apports, il trouve un premier prolongement dans son nouvel opus (*Slow Down. The Degrowth Manifesto 2024* non traduit).

● Makan Rafatdjou

Moins ! La décroissance est une philosophie, Kohei SAITO, Seuil, 2024, 350 p., 23 €



La pensée perverse au pouvoir

Sociologue de filiation bourdieusienne, spécialiste et traducteur de Norbert Elias, l'auteur réussit l'exercice ô combien périlleux d'un croisement de sa discipline avec une approche psychanalytique des faits et mécanismes sociaux. Publié parallèlement à une longue enquête sur la sociogenèse et les usages sociaux de la catégorie de « perversion narcissique » aux éditions du CNRS, il consacre cet ouvrage à une étude de cas, celui d'Emmanuel Macron ! Mobilisant une palette bibliographique largement transdisciplinaire, il démontre comment le qualificatif « jupitérien » pour caractériser son exercice du pouvoir présidentiel est un gentil euphémisme, tant les dimensions disruptives, individualistes, dominatrices, irresponsables et manipulatrices du personnage constituent un cas quasi idéal-typique de pervers narcissique. Pour ce faire, il focalise son analyse sur son comportement durant et face aux luttes sociales, tout particulièrement lors de la bataille des retraites.

Mais la partie la plus éclairante de ce qui constitue à la fois un véritable acte d'accusation et un signal d'alarme concerne notre structure institutionnelle actuelle qui, à ses yeux, non seulement promeut la prise du pouvoir par ce type de personnalité, mais en assure et garantit sa durabilité en entremêlant crise de la violence symbolique, folie à deux (masculinité toxique et capitalisme prédateur), et fantasme monarchique, pour maintenir le peuple en état de minorité, et saper, délégitimer et réprimer toute résistance - en toute impunité.

● Makan Rafatdjou

La pensée perverse au pouvoir, Marc Joly, Editions Anamosa, 2024, 285 p., 20 €

IL Y A CENT ANS NAISSAIT FRANZ FANON

A l'aube d'une année qui marquera le centenaire de la naissance de Franz Fanon et 63 ans après sa mort, quelles questions nous pose le militant martiniquais ? Trois regards autour de « décolonisation, culture(s) et diversités/discriminations » tentent de répondre.



LE TEMPS ET L'ESPACE DE LA (DÉ)COLONISATION

Il existe au sein de l'intelligentsia asiatique, africaine, latino-américaine, et tout particulièrement outre-atlantique, une liberté d'entrecroisement des diverses pensées et sources d'inspiration d'une grande fertilité, qui a très peu d'équivalent en Europe où une classification sclérosée des auteurs stérilise toute la portée de leurs œuvres. L'auteur est politiste et chercheur urbain à la Faculté des Etudes d'environnement à l'Université de York à Toronto, et se consacre aux théories et pratiques politiques et sociales et au rôle de l'urbain, de l'urbanisation et des rapports villes-campagnes dans la transformation historique du capitalisme.

A travers des œuvres de ces deux penseurs, il croise les apports marxistes et les courants décoloniaux, il démontre comment les dynamiques d'aménagement du territoire et les politiques coloniales s'articulent et jouent un rôle central dans les stratégies étatiques « contre-révolutionnaires » et les processus d'urbanisation globale qui façonnent en per-

manence espaces, temps, liens et rapports sociaux, tant dans les métropoles (Paris) que dans l'ensemble des espaces urbanisés dans le monde (Antilles françaises, périphéries canadiennes...). Il éclaire dans ces domaines les apports critiques, soulignant comment les politiques post-fordistes et leurs injonctions à une certaine « mixité sociale » font du néocolonialisme et du racisme d'Etat une réponse capitaliste aux luttes sociales depuis 1968. Ce faisant, il défriche les voies de ce que Lefebvre appelait une véritable « décolonisation de nos vies quotidiennes ».

• Makan Rafatdjou

Le temps et l'espace de la (dé)colonisation, Dialogue entre Franz Fanon et Henri Lefebvre, Stefan Kipfer, Eterotopia, 2019, 260 p., 29 €.

A poursuivre avec l'ouvrage plus récent de Cosimo LISI : *Paris, Capitale coloniale*, Eterotopia, 2024, 152 p., 17 €.



FRANTZ FANON, L'AUDACE DÉCOLONIALE

Frantz Fanon, médecin-psychiatre, écrivain, penseur audacieux, théoricien de la colonialité, combattant anti-colonialiste fervent, a marqué le XX^e siècle par l'audace de sa pensée et de son action.

Frantz Fanon né le 20 juillet 1925 à Fort-de-France, Martinique, est le 5^e des huit enfants d'une famille mulâtre. Au lycée Schoelcher, Aimé Césaire fut l'un de ses enseignants.

Psychiatre, essayiste, militant anticolonialiste, Frantz Fanon se considère citoyen algérien, s'investit considérablement dans le combat d'indépendance de l'Algérie, prenant part au mouvement international construisant la solidarité aux frères opprimés.

Il est désormais acquis que Frantz Fanon a fondé les notions de Tiers-monde et d'anti-colonialité. A ses compagnons antillais arguant d'une guerre d'Algérie concernant les seuls Blancs, il rétorque : « *Chaque fois que la dignité et la liberté de l'homme sont en question, nous sommes concernés, Blancs, Noirs ou Jaunes, et chaque fois qu'elles seront menacées en quelque lieu que ce soit, je m'engagerai sans retour* »

De la guerre, Fanon dira la discrimination infligée aux soldats africains. A Fanon, descendant d'esclaves, la France avait inculqué le patriotisme tricolore, ayant néanmoins tissé aux Antilles un complexe de supériorité quant aux Africains. Et par là-même, la détestation d'une part de soi.

Fanon, étudiant en médecine à Lyon, s'inscrit aussi en philosophie et psychiatrie, afin d'appréhender les processus complexes de la colonisation et de désobjectivation du colonisé. Affrontant le racisme au quotidien, il publie sa thèse de doctorat en psychiatrie en 1952 sous le titre « **Peau noire, masques blancs** ». Elle dénonce la citoyenneté de façade imposée par la politique assimilationniste, grandement intériorisée par la conscience antillaise.

1953, Fanon dirige l'Hôpital psychiatrique de Blida, (Algérie), soignant de jour les soldats métropolitains blessés, de nuit, les victimes de l'oppression coloniale. 1956, sa lettre de démission souligne le lien entre psychose et aliénation colonialiste. La Guerre d'Algérie a déjà deux ans.

Expulsé d'Algérie en 1957, Fanon s'installe à Tunis, rejoignant le **Gouvernement Provisoire** de la **République Algérienne**, devenant membre de la rédaction d'El Moudjahid, organe majeur du **FLN** (Front de Libération Nationale). En 1959, il fait partie de la délégation algérienne au Congrès pan-africain d'Accra (Ghana). En mars 1960, il est nommé ambassadeur de l'Algérie au Ghana. Il publie **L'An V de la révolution algérienne en 1959** et **Les Damnés de la terre en 1961**.

Fanon meurt de leucémie aiguë à Washington le 6 décembre 1961. Il est inhumé au cimetière de Chouhadas, toponyme signifiant « les martyrs de la guerre », à quelques mois de l'Indépendance.

Frantz Fanon est aujourd'hui reconnu fondateur, pionnier et passeur majeur des désormais nommées « études postcoloniales ». Traductions et travaux relatifs à ses essais sont nombreux. Son ouvrage *Les Damnés de la terre* est perçu comme livre essentiel dans le tiers monde de langue française.

● Catherine Destom-Bottin

Essais :

Peau noire, masques blancs. Paris: Seuil, 1952; 1995.

L'An V de la révolution algérienne. Paris: François Maspero, 1959. (Réédité chez Maspero en 1968 sous le titre « Sociologie d'une révolution ».) En version fac-similé: Paris: La Découverte, 2001.

Les Damnés de la terre. (préface de Jean-Paul Sartre) Paris: François Maspero, 1961; Paris: Présence Africaine, 1963; Paris: Gallimard, 1991; Paris: La Découverte, 2002.

Pour la révolution africaine; écrits politiques. Paris: François Maspero, 1964; Paris: La Découverte, 2006.

Universalisme et identité ?

Dans « Peau noire, masques blancs » Frantz Fanon tente de redonner du sens à l'universalisme en sortant de l'opposition entre les blancs et les noirs, entre le suprémacisme blanc et le repli identitaire. Il considère que l'isonomie républicaine est loin d'être suffisante pour construire une véritable égalité des droits civiques et politiques.

Parler d'universalisme c'est se perdre dans un sacré labyrinthe. Peut-on continuer à affirmer qu'il y a des valeurs universelles, des principes universels à l'heure où l'on constate une montée en puissance des replis identitaires et des forces qui sont les héritiers des anti-Lumières, ceux qui ont craché leur venin contre tous les progressismes, honni la déclaration des droits de l'Homme et toute leur haine contre la révolution de juin 1848 ou encore la Commune de Paris ?

N'y aurait-il pas des valeurs universelles qui transcenderaient l'espace et le temps ? **L'universalisme, c'est considérer que tous les êtres humains, quels que soient leur culture ou leur mode de vie, ont des droits inaliénables et intemporels : droit à l'existence, à la liberté, à l'éducation, à l'égalité, à la santé, à la vie privée.** Cette conception de l'universalisme a été consacrée dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Les constitutions républicaines instaurent le principe d'égalité citoyenne dans le cadre d'un État de droit. Sous la 3^{ème} République, la loi de 1905 instaure la séparation des Églises et de l'État, ce qui signifie la neutralité de l'État et la reconnaissance de la liberté religieuse et de croyance de chacun. Pourtant l'égalité est loin d'être respectée et les discriminations perdurent, notamment les discriminations liées à la nationalité.

L'universalisme n'est-il pas dévoyé en France, quand des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants dorment dans la rue ou n'ont pas accès au minimum vital ? L'universalisme a inspiré de nombreuses luttes d'émancipation, les mouvements féministes à travers le monde, les droits civiques aux Etats-Unis d'Amérique, l'abolition de l'esclavage, les luttes d'émancipation contre l'ordre colonial, le droit de vivre son orientation sexuelle librement sans risquer la prison ou la peine de mort.

Aujourd'hui encore, les inégalités économiques mettent en cause une véritable égalité et une véritable liberté quand des millions d'enfants n'ont pas accès au savoir, ou ne mangent pas à leur faim. L'universalisme reste un idéal progressiste et humaniste un projet d'avenir qui doit nous guider. Pour reprendre les propos d'une responsable d'Attac « *les droits universels ne sont pas des droits imposés par un ethnocentrisme occidental, ni des droits naturels. Ce sont des droits qui ont été socialement construits et gagnés dans les luttes. Leur existence n'est pas un fait scientifique, mais découle d'un choix, d'un engagement éthique et politique. Nous devons garder à l'esprit que l'universalisme est consubstantiel de l'égalité des droits dans le projet de société à construire.* »

Les forces conservatrices et d'extrême-droite font grandir les idées de rejet de l'autre « parce qu'il m'est étranger », mais ne sommes-nous pas une commune humanité, comme l'ont dit les poètes de la négritude ?

Une carte qui mentionne le nom, le prénom, le sexe, la date de naissance et l'adresse, est-ce suffisant pour définir une identité ? Mon identité c'est tout ce qui fait ce que je suis et qui évolue au fil du temps. Elle est biologique, culturelle, familiale, culturelle, sexuelle. Elle est donc multiple comme mon appartenance. Or le racisme ne se résume pas à considérer qu'il y aurait des races supérieures aux autres, en quelque sorte une vision essentiellement biologique. La trame du racisme c'est aussi considérer des cultures, des religions qui incarneraient la pureté et seraient supérieures aux autres.

A l'heure de la mondialisation des imaginaires, il est urgent de repenser l'Universalisme pour ne pas sombrer dans le Chaos.

● Daniel Rome

70 ANS DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME #STANDUP4HUMANRIGHTS

ARTICLE 1
Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir envers eux-mêmes et envers autrui dans le respect de la dignité humaine.

ARTICLE 2
Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou à des traitements cruels, inhumains ou dégradants.

ARTICLE 3
Nul ne sera privé de sa vie, de sa liberté, de son intégrité physique ou de son honneur.

ARTICLE 4
Nul ne sera tenu en esclavage ni de commerce d'esclaves.

ARTICLE 5
Nul ne sera soumis à des traitements ou à des punitions de nature dégradante.

ARTICLE 6
Tous les êtres humains ont le droit de reconnaître leur liberté individuelle et leur droit de propriété, de mariage, de famille, de nationalité, de domicile, de mouvement et de résidence.

ARTICLE 7
Tous les êtres humains ont le droit à l'égalité devant la loi.

ARTICLE 8
Tous les êtres humains ont le droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes.

ARTICLE 9
Nul ne peut être arbitrairement détenu.

ARTICLE 10
Tous les êtres humains ont le droit à une procédure équitable et publique dans une affaire pénale.

ARTICLE 11
Tous les êtres humains ont le droit à une présomption d'innocence.

ARTICLE 12
Nul ne peut être l'objet d'interférences arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance.

ARTICLE 13
Tous les êtres humains ont le droit de quitter librement leur pays et de se rendre dans d'autres pays.

ARTICLE 14
Tous les êtres humains ont le droit de chercher asile politique dans d'autres pays.

ARTICLE 15
Tous les êtres humains ont le droit de participer librement à la vie culturelle de leur pays.

ARTICLE 16
Tous les êtres humains ont le droit de se marier, de fonder une famille et de jouir de la liberté de choix de leur partenaire.

ARTICLE 17
Tous les êtres humains ont le droit à la reconnaissance de leur personnalité juridique.

ARTICLE 18
Tous les êtres humains ont le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

ARTICLE 19
Tous les êtres humains ont le droit à la liberté d'opinion et d'expression.

ARTICLE 20
Tous les êtres humains ont le droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association.

ARTICLE 21
Tous les êtres humains ont le droit de participer librement à la vie de leur pays.

ARTICLE 22
Tous les êtres humains ont le droit à la reconnaissance de leur droit à la sécurité sociale.

ARTICLE 23
Tous les êtres humains ont le droit au travail, à la liberté de choisir leur profession ou leur métier.

ARTICLE 24
Tous les êtres humains ont le droit à des vacances payées.

ARTICLE 25
Tous les êtres humains ont le droit à un niveau de vie suffisant pour assurer leur santé, leur bien-être et leur famille.

ARTICLE 26
Tous les êtres humains ont le droit à l'éducation.

ARTICLE 27
Tous les êtres humains ont le droit à la reconnaissance de leur personnalité juridique.

ARTICLE 28
Tous les êtres humains ont le droit à la reconnaissance de leur droit à la sécurité.

ARTICLE 29
Tous les êtres humains ont le droit de remplir leurs devoirs envers la communauté.

ARTICLE 30
Nul ne peut invoquer les dispositions de la présente Déclaration pour exercer des droits ou libertés qui lui confèrent le droit de commettre des actes de violence contre autrui.

ARTICLE 31
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 32
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 33
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 34
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 35
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 36
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 37
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 38
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 39
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 40
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 41
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 42
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 43
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 44
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 45
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 46
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 47
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 48
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 49
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 50
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 51
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 52
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 53
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 54
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 55
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 56
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 57
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 58
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 59
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 60
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 61
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 62
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 63
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 64
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 65
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 66
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 67
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 68
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 69
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 70
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 71
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 72
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 73
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 74
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 75
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 76
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 77
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 78
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 79
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 80
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 81
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 82
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 83
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 84
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 85
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 86
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 87
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 88
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 89
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 90
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 91
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 92
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 93
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 94
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 95
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 96
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 97
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 98
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 99
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 100
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 101
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 102
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 103
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 104
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 105
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 106
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 107
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 108
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 109
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 110
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 111
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 112
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 113
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 114
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 115
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 116
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 117
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 118
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 119
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 120
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 121
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 122
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 123
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 124
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 125
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 126
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 127
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 128
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 129
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 130
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 131
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 132
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 133
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 134
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 135
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 136
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 137
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 138
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 139
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 140
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 141
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 142
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 143
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 144
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 145
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 146
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 147
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 148
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 149
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 150
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 151
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 152
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 153
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 154
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 155
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 156
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 157
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 158
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 159
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 160
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 161
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 162
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 163
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 164
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 165
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 166
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 167
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 168
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 169
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 170
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 171
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 172
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 173
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 174
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 175
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 176
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 177
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 178
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 179
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 180
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 181
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 182
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 183
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 184
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 185
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 186
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 187
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 188
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 189
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 190
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 191
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 192
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 193
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 194
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 195
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 196
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 197
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 198
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 199
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

ARTICLE 200
Nul ne peut être l'objet de poursuites pénales.

cerises la coopérative

Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Laudat, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne <https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>